

PRÉFET DE LA SEINE-SAINT-DENIS

PRÉFECTURE

DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT DURABLE
ET DES COLLECTIVITÉS LOCALES

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

Dossier n° 93 B 29 00038 A

Arrêté préfectoral de mise en demeure n° 2014-0080 du 16 janvier 2014
relatif à l'exploitation d'une station de transit et de tri de déchets du BTP
par la SOCIÉTÉ NOUVELLE ENVIRONNEMENT 93 (S.N. ENVIRONNEMENT 93)
sise 13, allée de Lisbonne aux Pavillons-sous-Bois

Le Préfet de la Seine-Saint-Denis
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2013-2246 du 30 juillet 2013 relatif à l'exploitation d'une station de transit de déchets par la SOCIÉTÉ NOUVELLE ENVIRONNEMENT 93 (S.N. ENVIRONNEMENT 93) sise 13, allée de Lisbonne aux Pavillons-sous-Bois ;

Vu l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 30 juillet 2013 susvisé qui dispose : « Dans un délai n'excédant pas trois mois, la SOCIÉTÉ NOUVELLE ENVIRONNEMENT 93 réalisera un diagnostic de la qualité des sols et des eaux souterraines au droit des terrains et réalisera les opérations de dépollution nécessaires » ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 24 décembre 2013, notifié le 30 décembre 2013, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé à l'issue du délai de quinze jours ;

Considérant que lors de la visite en date du 18 décembre 2013, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

L'exploitant n'a réalisé ni le diagnostic de la qualité des sols et des eaux souterraines au droit des terrains ni les opérations de dépollution nécessaires dans le délai de trois mois fixé par l'arrêté préfectoral du 30 juillet 2013 susvisé, délai échu depuis le 3 novembre 2013 ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral susvisé ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-6 du code de l'environnement en mettant en demeure la SOCIÉTÉ NOUVELLE ENVIRONNEMENT 93 (S.N. ENVIRONNEMENT 93) de respecter les prescriptions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de la Seine-Saint-Denis ;

A R R Ê T E

Article 1^{er} : La SOCIÉTÉ NOUVELLE ENVIRONNEMENT 93 (S.N. ENVIRONNEMENT 93) exploitant une installation de transit et de tri de déchets du BTP sise 13, allée de Lisbonne sur la commune des Pavillons-sous-Bois est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 30 juillet 2013 en réalisant un diagnostic de la qualité des sols et des eaux souterraines au droit des terrains et les opérations de dépollution nécessaires dans un délai de cinq mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 : Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 : Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Montreuil, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Article 4 : Le présent arrêté sera notifié au siège de la SOCIÉTÉ NOUVELLE ENVIRONNEMENT 93 (S.N. ENVIRONNEMENT 93), 1, avenue Marx Dormoy à Bondy (93140), par lettre recommandée avec avis de réception.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Saint-Denis, la sous-préfète chargée de mission auprès du préfet, secrétaire générale adjointe, chargée de l'arrondissement chef-lieu, le directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France, le directeur territorial de la sécurité de proximité de la Seine-Saint-Denis sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera publiée au bulletin d'informations administratives de la préfecture de la Seine-Saint-Denis.

Le préfet,


pour le préfet et par délégation
le secrétaire général

Hugues BESANCENOT

2/2